

Breve réflexion sur le catalogue des idées reçues

La violence étatique et para-étatique dans la Chine post-maoïste

Les préceptes des précurseurs de l'empire des Qin sont plus que jamais valorisés en Chine, à commencer par ceux de Shang Yang, idéologue légiste, au IV^e siècle avant J-C : « La violence dont use le souverain crée la puissance, la puissance crée l'autorité, l'autorité crée la vertu chez ceux qui lui obéissent. » Conformément au vertueux précepte, le Parti a donc renforcé et modernisé les dispositifs de coercition déjà pléthoriques, des effectifs de police à ceux des milices publiques et privées, des prisons aux camps dispersés à travers la Chine, du centre à la périphérie de l'Empire. Dans l'optique de la « modernisation » de la coercition, le Parti fait donc appel aussi aux « traditions » mafieuses de la Chine, celles des Tong, qui avaient cours à l'époque de la fin de l'Empire et dans les concessions mises en place par les puissances impérialistes, à commencer par Shanghai. En l'occurrence, le « plus ancien » est aussi le « plus moderne » et, par suite, la police d'Etat est accouplée avec les héritiers des Tong pour effectuer des opérations de terreur, mettre en place des « prisons noires » sans existence officielle, etc. Sans compter la récente batterie de lois contre le « terrorisme », auquel sont assimilés les propos et les actes portés par des « associations hostiles à la Chine », dans lesquelles le pouvoir inclus de plus en plus des OGN relativement tolérées au cours de la décennie précédente. Signe des temps, le budget du ministère de la Sécurité dépasse désormais et de loin celui de la Défense. Le pouvoir d'Etat craint manifestement l'extension, la coordination, voire la transformation en subversion généralisée des diverses formes d'opposition et de révolte encore sporadiques et locales, aujourd'hui endémiques, qui perturbent « l'harmonie » indispensable à la longue marche du « socialisme de marché ».

Contrairement à l'une des idées reçues en Europe, les camps de travail n'ont pas disparu en Chine, bien que le pouvoir d'Etat ait décrété leur acte de décès officiel en 2013. Ce qui sanctionnait en réalité la fermeture progressive des plus délabrés et des moins présentables. Mesure « humaniste », d'après les termes du ministre de la Sécurité, immédiatement suivie de l'incarcération, sans procès et pour des durées indéterminées, des membres d'ONG dénonçant le goulag chinois, journalistes, juristes, etc., dans les prisons de la police d'Etat, présentés comme des « individus hostiles à la Chine ». En réalité, modernisation oblige, les camps qui demeurent en place sont de moins en moins gérés de façon traditionnelle et la propagande d'Etat ne mentionne même plus le rôle attribué par le maoïsme à la prétendue « rééducation par le travail » bien que le terme chinois, « laogai », les désigne toujours ainsi dans le langage populaire. Ce qui ne signifie pas que les prisonniers n'y travaillent plus, dans des conditions aussi horribles d'autrefois, mais que leur importance, en termes de source de travail forcé nécessaire à la « construction du socialisme » d'antan, en particulier la « construction des infrastructures du socialisme », canaux, routes, voies ferrées, etc., a diminué, mais pas disparu, comme en témoigne la construction récente du chemin de fer « le plus haut du monde » entre Golmut et Lhasa. Donc, si les « mingong », les travailleurs salariés temporaires originaires des campagnes, à peine mieux traités que des prisonniers, les ont en grande partie remplacés, le rôle de ces derniers a toujours de l'importance. En particulier, des marchandises créées à destination du marché national et international, nécessitant essentiellement l'emploi de main-d'œuvre élémentaire, continuent à être produites dans les camps par l'intermédiaire de concessionnaires, chinois et parfois étrangers, à commencer par Nestlé, associés aux directeurs des camps auxquels, au nom du « socialisme de marché », le pouvoir central a accordé le statut de « directeurs d'entreprise ». Déjà gérés depuis longtemps par les instances provinciales de l'Etat, les camps sont donc devenus les lieux des trafics les plus infâmes, y compris ceux d'organes vendues sur le marché mondial, lesquels sont organisés par des prisonniers jouant le rôle de kapos et d'intermédiaires avec l'administration pénitentiaire et les concessionnaires. Les kapos ont d'ailleurs des autorisations de sortie des camps pour participer à leur façon à la « construction du socialisme de marché ».

Il est difficile de connaître l'ampleur des révoltes qui troublèrent « l'harmonie » des camps au cours des dernières décennies, même si, au fil du temps, des données filtrent. Elles concernent essentiellement des camps proches des capitales provinciales, comme l'un d'entre eux proche de Chengde, aujourd'hui capitale du Sichuan, où l'armée intervint dans les années 1990. Pour le reste, bien que nombre de contestataires actuels, réfugiés à l'étranger comme Harry Wu, qui ont survécu après des décennies passées au goulag chinois, apportent des témoignages dignes de valeur, ils ne m'inspirent pas plus confiance aujourd'hui que les Alexandre Soljenitsyne hier, vu la teneur de leur propos, de leurs conférences et de leurs interviews, en général accordés à des médias aussi peu présentables que Radio Free Asia, officine notoire du Département d'Etat américain. Par leur prise de position en faveur de la modernisation de l'Etat dans le sens de la mise en place de la « véritable démocratie » aux couleurs de la « civilisation chinoise », sans même parler de leurs relations avec des officiels occidentaux, ils ne dépassent pas, en fin de compte, les limites atteintes par les précurseurs du républicanisme en Chine, il y a plus de cent ans. Les « révolutionnaires » qui, en Europe, y voient l'archétype de la critique « made in China » ont la mémoire courte. ■

Lao She (Vieux Serpent)

Notes pour « La Discordia », janvier 2016